Tribune

(du 2 novembre 2026)

Livret A : le logement social ne doit pas payer la facture du nucléaire

Dans cette tribune, des associations environnementales, de lutte contre la précarité, des syndicats, des élu·es et des personnalités dites qualifiées dénoncent le projet gouvernemental d'utiliser le livret A pour financer la construction des six nouveaux réacteurs nucléaires EPR2. Alors que 2,9 millions de ménages sont en attente d'un logement social, il est urgent de flécher l'épargne des français au bénéfice des besoins des ménages les plus précaires. Le collectif demande le retrait de ce dispositif du Projet de Loi Finance 2027 (PLF), souligne l'urgence d'un véritable débat démocratique sur l'utilisation de l'épargne populaire et une priorité réaffirmée pour le logement social.

Les produits d'épargne réglementés sont très largement plébiscités par les français : Livret A, Livret de Développement Durable et Solidaire (LDDS), Livret d'épargne populaire (LEP).

L'épargne réglementée repose sur un pacte clair. Les ménages placent leur épargne en toute sécurité, et une partie de cet argent géré par la Caisse des dépôts et consignations (CDC) est utilisée pour financer des projets essentiels à des conditions de vie dignes, notamment à destination des ménages les plus précaires : logements sociaux , renouvellement urbain, rénovation des logements et bâtiments publics, transition écologique.

Ce pacte social est aujourd'hui en grand danger. Le projet actuel du PFL 2027 entérine la volonté d'Emmanuel Macron et de son gouvernement de faire financer la construction de six nouveaux réacteurs nucléaires EPR2 par le Livret A, à hauteur de 60% du coût du programme. La facture totale pourrait largement dépasser les 153 milliards d'euros annoncés à date.

Nous dénonçons cette décision totalement inacceptable et dangereuse. Décidée unilatéralement sans aucun débat public, ce projet de financement bafoue notre démocratie et menace les ménages les plus modestes. Ni les épargnants, ni les collectivités, ni les associations, ni les syndicats n'ont eu leur mot à dire.

Alors que fin 2026, 2,9 millions de ménages attendent un logement social, la construction comme la rénovation des logements sociaux accusent d'importants retards faute de volonté politique.

Mobiliser l'épargne réglementée pour financer les EPR2 reviendrait à capter environ 30 % de la part du Livret A consacrée aux infrastructures essentielles : logements sociaux, hôpitaux, universités... Ce serait inévitablement au détriment des ménages modestes, premiers bénéficiaires de ces investissements.

En l'absence de tout débat démocratique sur le futur mix énergétique de la France et alors que les attaques sur les énergies renouvelables se multiplient, la mobilisation inédite de l'épargne réglementée vers le nucléaire pourrait mener un grand nombre d'épargnants à se détourner de ces dispositifs. Le **risque de décollecte est réel**, alors que le Livret A, le LDDS et le LEP sortent déjà d'une année 2025 et 2026 difficiles.

Les signataires de cet appel demandent :

- **Le retrait de cette disposition du PLF 2027.** Le Livret A ne doit pas financer les EPR2 tant qu'aucun débat démocratique n'a eu lieu.
- **La priorité réaffirmée au logement social**, en renforçant significativement l'enveloppe annuelle de prêts sur fonds d'épargne qui lui est destinée en faveur d'un grand programme de construction et de rénovation des logements sociaux.
- **Un véritable débat démocratique** sur l'utilisation de l'épargne populaire d'une part et sur le choix du mix énergétique d'autre part.

145 Signataires :

<u>Associations et Organisations : (21 signatures)</u>

- Bernard Filaire, Président INDECOSA-CGT
- Les Amis de la Terre
- Dominique Plihon, ATTAC France
- Jean-Baptiste Eyraud, Porte-parole du DAL
- Nicolas Richard, Président de France Nature Environnement (FNE)
- Pauline Boyer, Chargée de campagne Transition énergétique Greenpeace France
- Bastien Cuq, Responsable Energie, Réseau Action Climat
- Stéphane Lhomme, Directeur de l'Observatoire du nucléaire
- Christian Chasseau, Mouvement National de Lutte pour l'Environnement (MNLE)
- Patrick Hallinger, Co-président de Convergence Services Publics
- Damien Renault, Administrateur du Réseau "Sortir du nucléaire"
- Martial Passi, Secrétaire national du Mouvement de la Paix
- Jean-Claude Oliva, Directeur de la Coordination EAU Ile-de-France
- Christian Delarue, Président du CADTM France
- Alice Monier, secrétaire de Tchernoblaye

- Jean-Marie Matagne, Président Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)
- Serge Perrin, Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN)
- Christine Deseraud, Présidente de Sortir Du Nucléaire Bugey
- Jean-Claude Chailley, Résistance sociale
- Mathé Toullier, Association des familles victimes du saturnisme
- Daniel Collet, Ancien président INDECOSA-CGT

Syndicats : (9 signatures)

- Caroline Chevé, Secrétaire Générale de la FSU
- Julie Ferrua et Murielle Guilbert, Co-déléguées générales de l'Union syndicale Solidaires
- Romain Boillon, Secrétaire général de la Fédération CGT-FAPT
- Benoît Garcia, Secrétaire général de la Fédération des finances CGT
- Angélique Grosmaire, Secrétaire générale de SUD PTT
- Jean-Philippe Gasparotto, Secrétaire de l'Union des syndicats CGT du groupe Caisse des dépôts (USCD CGT)
- Hugo Coldeboeuf, Secrétaire général de la CGT Banque de France
- Michel Angot, Co-responsable des retraités FSU et délégué du SLC (Syndicat du Logement et de la Consommation) à Paris-Habitat

Personnalités qualifiées (2 signatures)

- Marc DENIS, Physicien, Président du GSIEN (Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire)
- Jean Marie BROM, Physicien, Administrateur du GSIEN (Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire)

Élus nationaux et locaux : (105 parlementaires + 8 élus locaux)

- Nadège Abomangoli, Députée de Seine-Saint-Denis
- Laurent Alexandre, Député de l'Aveyron
- Ségolène Amiot, Députée de Loire-Atlantique
- Farida Amrani, Députée de l'Essonne
- Rodrigo Arenas, Député de Paris
- Raphaël Arnault, Député du Vaucluse
- Christine Arrighi, Députée de Haute-Garonne

- Léa Balage El Mariky, Députée de Paris
- Lisa Belluco, Députée de la Vienne
- Anaïs Belouassa-Cherifi, Députée du Rhône
- Guy Benarroche, Sénateur des Bouches-du-Rhône
- Shéhérazade Bentorki, Députée du Nord
- Ugo Bernalicis, Député du Nord
- Christophe Bex, Député de Haute-Garonne
- Carlos Martens Bilongo, Député du Val-d'Oise
- Manuel Bompard, Député des Bouches-du-Rhône
- Idir Boumertit, Député du Rhône
- Louis Boyard, Député du Val-de-Marne
- Pierre-Yves Cadalen, Député du Finistère
- Damien Carême, Député européen
- Aymeric Caron, Député de Paris
- Sylvain Carrière Député de l'Hérault
- Gabrielle Cathala Lois, Députée du Val-d'Oise
- Bérenger Cernon, Député de l'Essonne
- Cyrielle Chatelain, Députée de l'Isère et présidente du groupe Écologiste et Social
- Sophia Chikirou, Député de Paris
- Hadrien Clouet, Député de Haute-Garonne
- Éric Coquerel, Député de Seine-Saint-Denis et président de la commission des finances de l'Assemblée nationale
- David Cormand, Député européen
- Jean-François Coulomme Lois, Député de Savoie
- Ronan Dantec, Sénateur de la Loire-Atlantique
- Sébastien Delogu, Député des Bouches-du-Rhône
- Aly Diouara, Député de Seine-Saint-Denis
- Thomas Dossus, Sénateur du Rhône
- Peio Dufau, Député des Pyrénées-Atlantiques
- Alma Dufour, Députée Seine-Maritime
- Karen Erodi, Députée du Tarn
- Mathilde Feld, Députée de Gironde
- Emmanuel Fernandes, Député du Bas-Rhin
- Sylvie Ferrer, Députée des Hautes-Pyrénées
- Perceval Gaillard, Député de la Réunion
- Fabien Gay, sénateur de Seine-Saint-Denis
- Damien Girard, Député du Morbihan
- Guillaume Gontard, Sénateur de l'Isère
- Clémence Guetté, Députée du Val-de-Marne
- Antoinette Guhl, Sénatrice de Paris
- Zahia Hamdane, Députée de la Somme
- Mathilde Hignet, Députée d'Ille-et-Vilaine
- Yannick Jadot, Sénateur de Paris
- Andy Kerbrat, Député de Loire-Atlantique
- Bastien Lachaud, Député de Seine-Saint-Denis
- Julie Laernoes**,** Députée de Loire-Atlantique

- Abdelkader Lahmar, Député du Rhône
- Maxime Laisney, Député de Seine-et-Marne
- Arnaud Le Gall, Député du Val-d'Oise
- Aurélien Le Coq, Député du Nord
- Antoine Léaument, Député de l'Essonne
- Élise Leboucher, Députée de la Sarthe
- Jérôme Legavre, Député de Seine-Saint-Denis
- Sarah Legrain, Député de Paris
- Claire Lejeune, Député de l'Essonne
- Murielle Lepvraud, Députée des Côtes-d'Armor
- Monique de Marco, ancienne sénatrice de la Gironde
- Marianne Margaté, Sénatrice de Seine-et-Marne
- Élisa Martin, Députée de l'Isère
- Damien Maudet, Député de la Haute-Vienne
- Marianne Maximi, Députée du Puy-de-Dôme
- Akli Mellouli, Sénateur du Val-de-Marne
- Marie Mesmeur Lois, Députée d'Ille-et-Vilaine
- Manon Meunier, Députée de la Haute-Vienne
- Jean-Philippe Nilor Lois, Député de la Martinique
- Sandrine Nosbé, Députée de l'Isère
- Danièle Obono, Députée de Paris
- Mathilde Ollivier, Sénatrice représentant les Français établis hors de France
- Julie Ozenne**,** Députée de l'Essonne
- Nathalie Oziol , Députée de l'Hérault
- Mathilde Panot, Députée du Val-de-Marne et présidente du groupe LFI
- Marc Péré, Sénateur de Haute-Garonne
- Stéphane Peu, Député de Seine-Saint-Denis et président du groupe GDR
- René Pilato, Député de la Charente
- François Piquemal, Député de la Haute-Garonne
- Marie Pochon, Députée de la Drôme
- Raymonde Poncet Monge, ancienne Sénatrice du Rhône
- Thomas Portes, Député de la Seine-Saint-Denis
- Jean-Hugues Ratenon, Député de la Réunion
- Jean-Claude Raux, Député de Loire-Atlantique
- Sandra Regol, Députée du Bas-Rhin
- Jean-Louis Roumegas, Député de l'Hérault
- Arnaud Saint-Martin, Député de la Seine-et-Marne
- Aurélien Saintoul, Député des Hauts-de-Seine
- Daniel Salmon, Sénateur d'Ille-et-Vilaine
- Ghislaine Senée, Sénatrice des Yvelines
- Eva Sas, Députée de Paris
- Danielle Simonnet, Députée de Paris
- Ersilia Soudais, Députée de la Seine-et-Marne
- Anne Souyris, Sénatrice de Paris
- Anne Stambach-Terrenoir, Députée de Haute-Garonne
- Aurélien Taché, Député du Val-d'Oise
- Andrée Taurinya Lois, Députée de la Loire

- Matthias Tavel, Député de Loire-Atlantique
- Nicolas Thierry, Député de la Gironde
- Aurélie Trouvé, Députée de la Seine-Saint-Denis
- Paul Vannier, Député du Val-d'Oise
- Mélanie Vogel, Sénatrice représentant les Français établis hors de France et présidente du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires
- Dominique Voynet, ancienne ministre et Députée du Doubs
- Olivier Longeon, Conseiller régional AURA et vice-président de Saint-Étienne Métropole (Urbanisme)
- Annie Lahmer, Conseillère régionale d'Île-de-France
- Guillaume Hédouin, Conseiller régional de Normandie
- Jérôme Gleizes, Conseiller du 20ème arrondissement de Paris
- Michel Martet, élu municipal Le Perreux-sur-Marne
- Philippe Mante, Adjoint au maire en charge de la transition écologique (19e arrondissement de Paris)
- Régis Godec, Conseiller Municipal et Métropolitain de Toulouse
- Didier Missenard, Ancien 1er adjoint au maire d'Orsay et ancien vice-président de la communauté d'agglomération Paris-Saclay
- Sylvain Houpert, Conseiller municipal de Brissac Loire Aubance (49)